Document generated on 05/09/2025 10:47 a.m.

Histoire Québec

Gédéon Ouimet
Un Premier ministre oublié depuis longtemps

Gilles Boileau

Volume 5, Number 3, March 2000

Duplessis et la « grande noirceur »

URI: https://id.erudit.org/iderudit/11422ac

See table of contents

Publisher(s)

La Fédération des sociétés d'histoire du Québec

ISSN

1201-4710 (print)
1923-2101 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Boileau, G. (2000). Gédéon Ouimet : un Premier ministre oublié depuis longtemps. *Histoire Québec*, *5*(3), 21–23.

Tous droits réservés © La Fédération des sociétés d'histoire du Québec, 2000

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

UN PREMIER MINISTRE OUBLIÉ DEPUIS LONGTEMPS

Gédéon Ouimet

PAR GILLES BOILEAU, géographe

Depuis 1867, la province de Québec a connu une trentaine de premiers ministres. Quatre de ces éminents personnages appartenaient à la région limitrophe de la rivière des Mille Isles, d'une façon ou d'une autre. C'est sans doute le plus ancien, et le moins connu, de ces personnages que nous vous présentons dans ces quelques pages.

Une terre de premiers ministres

C'est **Gédéon Ouimet** qui fut le premier fils de cette région à devenir premier ministre du Québec. Né à Sainte-Rose de l'île Jésus le 2 juin 1823, il avait été élu député du comté de Deux-Montagnes en 1867. Il fut premier ministre du 27 février 1873 au 22 septembre 1874. Il dut démissionner à la suite du scandale des «tanneries» qui fit beaucoup jaser à cette époque. Cet homme trop peu connu fut mêlé de près à la fondation de l'École polytechnique de Montréal. Il fut aussi président de la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal en 1869 et 1870.

Pour sa part, **Joseph-Adolphe Chapleau**, élu député conservateur à l'Assemblée législative pour la circonscription de Terrebonne en 1867, devint premier ministre de la province le 31 octobre 1879. Il le demeura jusqu'au 31 juillet 1882. Sur la scène politique provinciale, Chapleau participa à huit élections. Il les gagna toutes, dont six sans opposition. Puis, en 1882, il fit le saut dans l'arène fédérale où il demeura jusqu'à sa nomination comme lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 5 décembre 1892. Ce fils de la région a vu le jour à Sainte-Thérèse le 9 novembre 1840.

Né dans la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne le 26 septembre 1840, **Louis-Olivier Taillon** fut premier ministre de la province en deux occasions, dont la première du 25 au 29 janvier 1887 seulement. Il redevint premier ministre le 16 décembre 1892 et le demeura jusqu'au 4 mai 1896. Bien que né dans la région, L.-O. Taillon ne représenta jamais l'une des circonscriptions de cette région, soit à Québec, soit à Ottawa, car lui aussi passa du provincial au fédéral à un moment donné de sa carrière politique. Taillon appartenait à la catégorie des députés voyageurs. Il fut élu quatre fois et battu une fois dans le comté de Montréal-Est, élu dans Montcalm, défait dans Jacques-Cartier, puis réélu dans Chambly. Au niveau fédéral, il fut battu dans Chambly-Verchères et Bagot en 1896 et 1900. Il fut aussi maître de poste à Montréal de 1911 à 1916.

Gédéon Ouimet

Plusieurs se souviennent encore très bien du dernier, **Paul Sauvé**, qui dirigea les destinées du Québec du 11 septembre 1959 au 2 janvier 1960. Paul Sauvé, né à Saint-Benoît des Deux-Montagnes le 24 mars 1907, avait été élu député du comté de Deux-Montagnes le 4 novembre 1930 alors qu'il triompha d'Ernest de Bellefeuille avec une majorité de 268 voix. Son adversaire était un descendant des anciens seigneurs de la Rivière-du-Chêne. Paul Sauvé, député du comté de 1930 à 1960, avait lui-même succédé à son père, Arthur, qui avait occupé le poste de 1908 à 1930. M. Robert Prévost nous a parlé avec émotion de Paul Sauvé dans *Histoire Québec* de novembre 1999.

Ces quatre députés et premiers ministres appartenaient au parti conservateur: Ouimet, Chapleau, Taillon et Sauvé. Sauvé passa à l'Union nationale lors de sa fondation. Ce nouveau parti était d'ailleurs une émanation ou un descendant logique du parti conservateur. On remarquera aussi avec un certain étonnement que deux de ces quatre grands hommes passèrent un jour de la scène provinciale à la scène fédérale.

Un premier ministre qui venait de Sainte-Rose

L'une des plus anciennes paroisses de l'île Jésus, Sainte-Rose a fourni au Québec un certain nombre de personnages qui ont marqué son histoire. Ainsi, c'est sur les bords de la rivière des Mille-Iles que sont nés outre Gédéon Ouimet, le curé Antoine Labelle et le peintre Marc-Aurère Fortin. Chacun d'entre nous connaît assez bien l'histoire du curé Labelle, curé de Saint-Jérôme de 1868 à 1891, mais qui fut surtout le grand apôtre de la colonisation des Laurentides. De même, la renommée de Marc-Aurèle Fortin n'est plus à faire. Mais quels sont ceux qui savent que Gédéon Ouimet fut déjà premier ministre du Québec? Oui, oui, environ 500 jours. On parle bien des 100 jours de Paul Sauvé!

Fils de Jean Ouimet, cultivateur de Sainte-Rose, et de Marie Beautronc dit Major, Gédéon Ouimet a épousé en 1850 Jeanne Pellant, fille d'Alexis Pellant, cultivateur lui aussi. Avec une telle origine, il aurait pu se diriger vers l'étude des sciences agricoles. Il choisit plutôt d'embrasser la carrière d'avocat. Il avait à peine 21 ans quand il fut reçu au barreau du Bas-

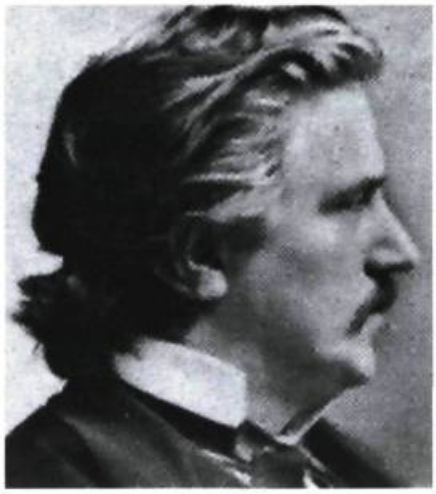
Canada. Il s'installa d'abord à Vaudreuil, mais monta vite à Montréal où il s'associa, entre autres, à deux avocats qui eurent eux aussi une fructueuse carrière politique.

En effet, le premier de ces associés fut Joseph-Adolphe Chapleau, premier ministre du Québec de 1879 à 1882. Le second de ces associés illustres fut Charles Laplante dit Champagne, député du comté de Hochelaga de 1888 à 1890. Champagne, né à Saint-Augustin en 1849, avait également été le secrétaire de Louis Riel en 1870.

Gédéon Ouimet connut une longue et fructueuse carrière politique qui commença comme maire de Vaudreuil en 1852. Au moment de sa mort, survenue à Saint-Hilaire le 23 avril 1905, il était conseiller législatif de la division de Rougemont depuis le 2 mai 1895. Au total, sa carrière publique dura donc 53 ans. Il faut cependant ajouter que ses années passées en politique furent marquées de quelques moments tumultueux. N'a-t-il pas dû démissionner de son poste de premier ministre à la suite du scandale des Tanneries en 1874, mais était-ce bien un scandale?

Il est impossible de retracer la longue carrière de cet homme en quelques lignes. Tout au plus pouvons-nous retracer quelques-uns de ses grands moments et souligner les principales réalisations. Signalons d'abord que Gédéon Ouimet fut élu sans opposition député conservateur à l'Assemblée législative pour la circonscription de Deux-Montagnes aux élections de 1867. Il fut réélu en 1871. Les électeurs de Deux-Montagnes devaient véritablement l'apprécier puisqu'il fut de nouveau réélu sans opposition aux élections de 1875, juste après sa démission au lendemain du scandale des Tanneries.

Sa carrière de député prit fin dès les premiers jours de 1876 alors qu'il accepta le poste de surintendant du Conseil de l'instruction publique qu'il occupa pendant 20 ans, soit jusqu'à sa nomination au conseil législatif. Ouimet devait connaître assez bien la région puisqu'il fut pendant un certain temps substitut du procureur général à Sainte-Scholastique, à l'époque où ce modeste village était le chef-lieu du district judiciaire et que s'y trouvait le palais de Justice. On le considère également comme l'un des fondateurs de l'École polytechnique de Montréal.



Joseph Adolphe Chapleau

Gédéon Ouimet... c'est plus qu'un pont

Combien, parmi les centaines de milliers d'usagers de l'autoroute des Laurentides et du pont Gédéon-Ouimet savent que ce toponyme honore un ancien premier ministre de la province? Il n'est pas facile de bien saisir la véritable dimension de ce dénommé Ouimet et de comprendre les nombreux méandres suivis au cours d'une carrière étonnante. Le journaliste et analyste politique Laurent Laplante disait de lui en 1981 qu'il était «l'exemple type du paradoxe politique». On le comprend facilement quand on tente de suivre l'évolution de la vie publique de cet homme qui fut, en réalité, le deuxième premier ministre du Québec après la signature du pacte confédératif, immédiatement après Pierre-Joseph-Olivier Chauveau.

Les familles de ses père et mère furent mêlées de près à l'insurrection de 1837. Après des études classiques au séminaire de Saint-Hyacinthe et au collège de Montréal, le jeune garçon entreprit ses études de droit auprès de son frère, l'avocat patriote André Ouimet. Reçu avocat, il fut admis au barreau de la province de Québec le 26 août 1844 alors qu'il n'avait que 21 ans.

Gédéon Ouimet mena en vérité au moins deux carrières comme en témoigne le palmarès de ses nombreuses activités publiques et professionnelles. Il commença d'abord sa carrière d'avocat à Vaudreuil, sur les rives du lac des Deux-Montagnes avant de s'établir à Montréal où il s'associa, parmi tant d'autres, à deux avocats qui passèrent eux aussi une bonne partie de leur vie dans la politique active, Joseph-Adolphe Chapleau et Charles Champagne dit Laplante.

En réalité, c'est à Vaudreuil, dont il fut maire de 1852 à 1854, que le jeune Ouimet entra en politique. Ambitieux et visant toujours plus haut, il devint député conservateur de Beauharnois à la Chambre d'Assemblée de la province du Canada de janvier 1858 à juin 1861. Il mena presque toujours de front sa carrière d'homme politique et d'avocat. Mais c'est surtout son élection comme député du comté de Deux-Montagnes qui semble l'avoir propulsé dans les hautes sphères de la vie publique. En effet, élu député en 1867, on le retrouve également bâtonnier du barreau de Montréal en 1869 et du barreau de la province de Québec en 1869 et 1870. Son affiliation à une étude légale des mieux connues de la province a sans doute compté pour beaucoup dans sa nomination à la tête du barreau.

Tout en étant bâtonnier du barreau de la province, l'illustre avocat fut en même temps président de la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, en 1869 et 1870 et substitut du procureur général de la province à Sainte-Scholastique, chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne.

Gédéon Ouimet, un homme universel

Universel... en ce sens qu'on le retrouvait partout et qu'il touchait à tout. Nous continuerons, dans la présente chronique, à suivre la carrière échevelée de cet homme politique qui a, entre autres, laissé son nom à un pont que la plupart d'entre nous empruntons assez souvent. Élu député conservateur (sans opposition) de Deux-Montagnes à Québec au cours de l'été de 1867, il fut nommé procureur par le premier ministre Chauveau le 15 juillet de la même année. Il occupa ce poste jusqu'au 27 février 1873 alors qu'il devint premier ministre. De cette date jusqu'à sa démission, en date du 22 septembre 1874, il fut aussi président du Conseil exécutif, ministre de

l'Instruction publique, secrétaire et registraire de la province. Au total, comme député de Deux-Montagnes, il fut élu deux fois sur trois sans opposition, en 1867 et en 1875. C'était la belle époque.

C'est le fameux scandale des tanneries qui provoqua sa démission en septembre 1874, mais il ne quitta pas la scène politique pour longtemps. Il fut en effet réélu sans opposition le 7 juillet 1875. Mais il ne demeura à l'Assemblée législative que quelques mois, c'est-à-dire jusqu'à sa nomination comme surintendant du Conseil de l'instruction publique, le 28 janvier 1876. À cette époque lointaine où il n'y avait pas encore de ministère de l'Éducation, il y avait, pour diriger les destinées de l'éducation dans la Belle province, un Conseil de l'instruction publique avec à sa tête un personnage tout puissant; le surintendant.

Il dirigea les destinées du monde de l'éducation au Québec de 1876 à 1895, soit près de 20 ans. Ses lourdes responsabilités comme surintendant de l'instruction publique ne l'empêchèrent pas d'accepter à l'occasion, et pour une brève période de temps, quelques tâches accessoires ou complémentaires comme le poste de commissaire à l'Exposition industrielle de Londres en 1886. On le considère aussi comme l'un des fondateurs de l'École polytechnique de Montréal.

Ses grands talents de gestionnaire du milieu de l'éducation furent reconnus par le gouvernement français qui le créa officier de l'Instruction publique en 1886. Il devint commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand en 1886. Il abandonna son poste de surintendant de l'instruction publique pour devenir conseiller législatif de la division de Rougemont le 2 mai 1895. Il le demeura jusqu'à sa mort survenue à Saint-Hilaire le 23 avril 1905. Il avait alors 82 ans. Ses cendres furent inhumées dans le cimetière de la Côte-des-Neiges quelques jours plus tard.

Gédéon Ouimet était le frère d'André Ouimet, lui aussi avocat. Autant André était dynamique et ardent défenseur de la cause des Patriotes –n'était-il pas l'un des membres en vue des Fils de la Liberté– autant Gédéon était un bon bourgeois... fait pour devenir juge, comme le soulignait un jour fort justement l'historien Robert Rumilly. Ce n'est pas lui mais son frère André qui fut mis en prison par Colborne, le vieux brûlot, au moment des événements de décembre 1837! Par ailleurs, au cours des 19 mois où il fut premier ministre de la province, Gédéon Ouimet n'a jamais subi le grand test électoral. Nous ne pouvons vraiment pas savoir de quel bois il se chauffait et quelles étaient ses convictions profondes.

Gédéon Ouimet et le scandale des tanneries

Que savons-nous donc au juste de ce scandale? Dans son *Histoire de la province de Québec*, l'historien Robert Rumilly évoque en ces termes le scandale des tanneries:

Le village des tanneries en 1865.
Photo : A. Henderson

«C'est le Herald, *grand dénicheur de scandales qui attacha le grelot le 16 juillet 1874. Le gouvernement provincial possédait dans la banlieue de Montréal, à l'endroit qu'on appelait le village des Tanneries (aujourd'hui le quartier Saint-Henri), un terrain où l'on se proposait d'édifier un hôpital protestant pour les contagieux. Le ministre des Travaux publics, approuva par un arrêté ministériel, avait échangé ce lot de terre contre un autre, la "Ferme Leduc", sur le chemin de Lachine, et c'est sur ce nouveau terrain qu'on offrait aux protestants de construire leur hôpital. L'échange avait été fait, moyennant diverses conditions très libérales, avec un courtier montréalais, J.-R. Middlemiss, qui spéculait sur les terrains. Or, le* Herald, *prétendit que le nouveau lot, de plus grande superficie, était de bien moindre valeur. De sorte que les ministres auraient échangé, au nom de la province, un boeuf contre un œuf».*

Il n'y avait là, de toute apparence, guère de raison pour crier au scandale. Mais le *Herald*, aujourd'hui disparu –Dieu soit loué!– a toujours eu la sale habitude de dénigrer tout ce qui touchait de près ou de loin les Canadiens français. Au mensonge, le *Herald* ne se gênait pas pour ajouter l'insulte et la bassesse. Il écrivait aussi... *«L'échange ne nous paraît explicable qu'en supposant aux ministres du Québec une nullité ou une perversité profonde»*... À cette époque, il y avait parmi les sept membres du cabinet du premier ministre Gédéon Ouimet, trois anglophones: MM. Ross, Irvine et Robertson. C'était une minorité considérable et très agissante.

On racontait, à tort ou à raison, que des journalistes et des amis des conservateurs étaient reliés de près au présumé scandale. Quelques jours à peine après l'article du *Herald*, les libéraux organisèrent une grande assemblée publique où l'on passa au crible les gestes du gouvernement. Ceci survenait au moment même où à Ottawa le gouvernement fédéral venait lui aussi de se faire prendre «les mains dans le sac» avec le scandale du «Pacifique». À en croire les libéraux du Québec, les conservateurs étaient tous des pourris...

Le premier ministre Ouimet et le solliciteur général, M. Chapleau, se défendirent du mieux qu'ils purent mais leurs collègues anglophones les abandonnèrent à leur sort en offrant leur démission comme s'ils voulaient prouver qu'ils ne pouvaient cautionner des gestes «malhonnêtes» en continuant de cohabiter avec des ministres francophones à l'honnêteté plus que douteuse. Et pourtant, le député et ministre Ross (un autre anglophone qui démissionna pour prouver son intégrité) était bel et bien présent au moment où l'on avait procédé à l'échange des fameux terrains et il avait approuvé la transaction. Gédéon Ouimet, trahi et abandonné par trois de ses six ministres (les trois seuls anglophones) dut remettre sa démission. Mais aucun scandale n'avait été véritablement prouvé. ■